
« Miracle chilien » ou mirage métropolitain ? Une approche par les espaces ouverts périphériques, racines et horizon du processus de métropolisation.

Cécile Faliès
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 PRODIG

Résumé

En se référant aux taux de croissance de ces vingt dernières années ainsi qu'aux projets phares de Santiago ou à la modernité des autoroutes concessionnées permettant de relier son centre aux ensembles d'habitations fermés situés en périphérie, les apôtres du libéralisme parlent de « miracle chilien ». Pourtant si l'on analyse en détail les résultats de ce bon élève, on peut voir l'envers de cette croissance s'exprimer dans une métropole atteignant aujourd'hui 6 millions d'habitants : pauvreté en hausse chez les moins de trente ans, pollution, engorgement des réseaux de transports publics. Plus que de miracle, ne faut-il pas mieux parler de mirage ? En considérant la métropole comme un système socio-spatial d'échelle régionale, dans lequel tous les éléments sont à analyser équitablement, l'analyse des espaces ouverts périphériques – ruraux ou naturels – permet de renverser la perspective d'étude du système métropolitain à partir du maintien des espaces encore libres de construction. Le traitement d'un corpus d'entretiens réalisés entre 2008 et 2012 dans la périphérie de Santiago et de Valparaiso (dunes de Ritoque, réserve de La Campana, zone humide de Batuco), d'observations et de cartes mentales auprès de plusieurs communautés révèle que ces espaces, délaissés en terme de planification bien qu'étant inclus dans les plans de régulation, sont des espaces stratégiques pour garantir la justice sociale à l'échelle métropolitaine.

Peu denses et faisant l'objet d'une mise en valeur faiblement intensive, ces espaces sont convoités pour de nombreux usages et par des acteurs leur attribuant des valeurs différentes (sociale, environnementale, foncière) susceptibles de les faire entrer dans des conflits parfois violents. L'étude de la métropole par ses marges permet aussi d'intégrer directement sa dimension environnementale qui s'avère essentielle pour comprendre les injustices liées à une inégale répartition des terres et, partant, à un inégal accès aux ressources naturelles (eau, sol, végétation). L'approche socio-environnementale de ces espaces métropolitains invite à replacer les injustices actuelles (ségrégation, dépossession et dégradation des biens collectifs) dans un temps plus long dans la mesure où elles ne sont pas seulement liées à l'extension récente et incontrôlée des agglomérations mais font aussi rejouer des inégalités sociales préexistantes.

Mots clés (entre 4 y 6 max...)

région centrale, marges, espaces ouverts, foncier, conflits

En se référant aux taux de croissance de ces vingt dernières années ainsi qu'aux projets phares de Santiago ou à la modernité des autoroutes concessionnées permettant de relier son centre aux ensembles d'habitations fermés situés en périphérie, les apôtres du libéralisme parlent de « miracle chilien ». Pourtant si l'on analyse en détail les résultats de ce bon élève, on peut voir l'envers de cette croissance s'exprimer dans une métropole atteignant aujourd'hui 6 millions d'habitants : pauvreté en hausse chez les moins de trente ans, pollution, engorgement des réseaux de transports publics. Plus que de miracle, ne faut-il pas mieux parler de mirage ?

En 1972 déjà, un économiste, élève récalcitrant de Milton Friedman, écrit que « le sous-développement du Chili est le produit nécessaire de quatre siècles de

développement capitaliste et des contradictions internes du capitalisme » s'opposant ainsi de façon précoce et clairvoyante à l'imposition complète et sans frein du libéralisme dans ce pays qui prône l'inverse (GUNDER FRANCK, A., 1972).

En considérant la métropole comme un système socio-spatial d'échelle régionale, dans lequel tous les éléments sont à analyser équitablement, l'analyse des espaces ouverts périphériques – ruraux ou naturels – permet de renverser la perspective d'étude du système métropolitain à partir du maintien des espaces encore libres de construction. Le traitement d'un corpus d'entretiens réalisés entre 2008 et 2012 dans la périphérie de Santiago et de Valparaiso (dunes de Ritoque, réserve de La Campana, zone humide de Batuco), d'observations et de cartes mentales auprès de plusieurs communautés révèle que ces espaces, délaissés en terme de planification bien qu'étant inclus dans les plans de régulation, sont des espaces stratégiques pour garantir la justice sociale à l'échelle métropolitaine.

Dans quelles mesures ces espaces sont-ils le reflet, le produit ou la solution aux injustices métropolitaines ?

Peu denses et faisant l'objet d'une mise en valeur faiblement intensive, ces espaces sont convoités pour de nombreux usages et par des acteurs leur attribuant des valeurs différentes (sociale, environnementale, foncière) susceptibles de les faire entrer dans des conflits parfois violents. L'étude de la métropole par ses marges permet aussi d'intégrer directement sa dimension environnementale qui s'avère essentielle pour comprendre les injustices liées à une inégale répartition des terres et, partant, à un inégal accès aux ressources naturelles (eau, sol, végétation).

1. LES PERIPHERIES URBAINES : DEVERSOIRS DE LA CROISSANCE URBAINE

- *La production de l'étalement urbain*

Selon M.-F. Prévôt-Schapira¹, après le « droit au pain » des années 1980, le « droit au travail » des années 1990, les années 2010 voient entrer l'Amérique latine dans un nouveau cycle de revendications : celui du droit au logement et au logement décent plus spécifiquement.

Or, la question de l'habitat social a des conséquences spatiales importantes sur les périphéries métropolitaines de Santiago en particulier. Dès les années 1940, des populations s'installent en périphérie de Santiago sur des terrains inoccupés généralement avec le consentement des propriétaires absentéistes et l'un des objectifs de l'Eglise catholique notamment est de les régulariser rapidement et de les relier aux services d'eau et aux connections électriques. C'est le cas des quartiers de La Victoria et de José Maria Caro. Ces actions créent alors des précédents et marquent le passage du concept de l'habitat digne à celui de solution politique pour le logement couronnée par la création du MINVU, *Ministerio de la Vivienda y del Urbanismo*² en 1965. Le logement est alors considéré comme « *un bien nécessaire auquel chaque famille quel que soit son statut socioéconomique a le droit d'avoir accès* ». Mais les invasions de terrains se multiplient plus vite que les projets de construction jusqu'en 1973 et le coup d'Etat militaire prend parmi ses toutes premières mesures celle de les éradiquer,

¹ Lors d'une intervention au colloque international « La ville compétitive à quel prix ? », Université Nanterre Paris-Ouest La Défense, 19-21 janvier 2012

² Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme

particulièrement celles qui étaient situées sur des terrains proches du centre et donc avec un prix potentiellement élevé.

Selon le principe que les terrains urbains constructibles ne sont pas une ressource rare et que libérer le marché permet de répartir au mieux les terres entre les usages urbains et agricoles notamment, le gouvernement militaire prend une série de mesures dès l'année 1979 : décret-loi 420 supprimant la limite urbaine et multipliant par deux la surface constructible ; suppression de taxes comme celle sur les terres vacantes ou de lois comme celle interdisant la construction de maisons avec une seule chambre à coucher ; vente de terres publiques en périphérie ; régularisation de logements modestes et éradication de l'habitat informel. Cette réforme du marché foncier, urbain en particulier, est un des piliers de l'économie chilienne et explique le succès des entreprises du secteur du BTP depuis ces années autant qu'une forte ségrégation socio-spatiale (TRIVELLI, P. 2010). Le choix du modèle urbain, ouvertement celui de la ville étalée néolibérale, implique en effet un mitage très important des espaces agricoles maraîchers situés en première ou en deuxième couronne.

Le nouveau leitmotiv de la politique du logement devient alors : « le logement est un droit que chaque famille acquiert grâce à son épargne qui est reconnu et partagé par l'Etat » qui n'y jouera plus désormais qu'un rôle subsidiaire. Les outils de cette nouvelle politique sont désormais : le recours à l'hypothèque généralisée, la privatisation des fonds de pension ainsi que l'encouragement de l'épargne à long terme. Dès 1975 une subvention au logement est créée. On peut y postuler à partir d'un certain nombre de points conférés principalement en fonction de son épargne. Tous ces éléments ajoutés à la régionalisation du MINVU et à la réforme bancaire libérale de 1982 font que l'Etat se dessaisit dès lors très largement de la question du logement et du logement social en particulier qui devient alors l'apanage du secteur immobilier et de la construction d'autant plus que ce marché est un marché captif par excellence. La plupart des projets vont alors avoir un objectif : la rentabilité.

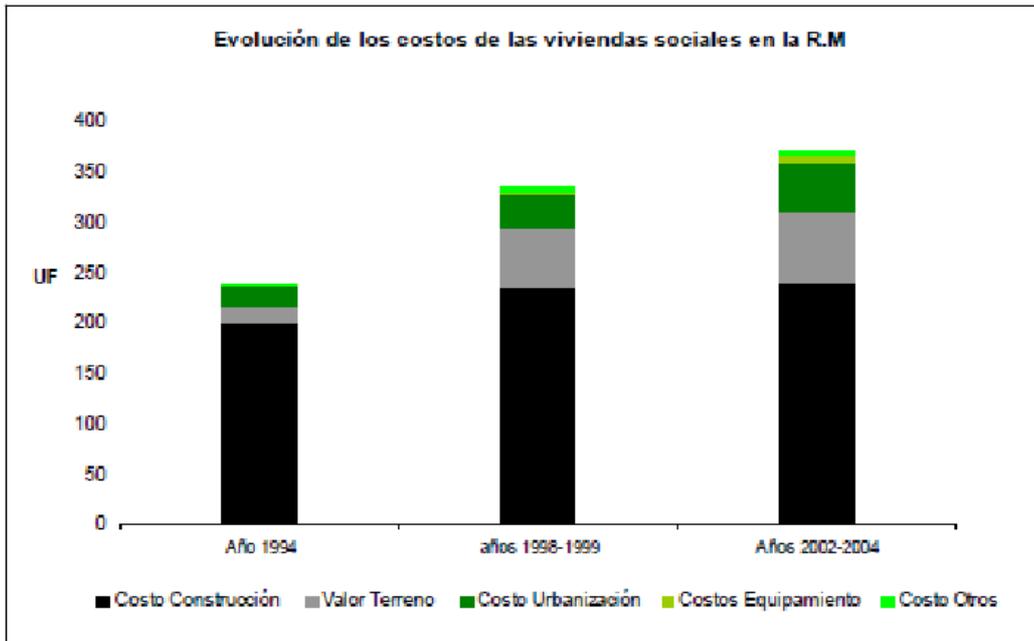
Pour ce faire, les « projets ont souvent été guidés par le critère de la minimisation du coût du terrain dans le budget total. La conséquence est que ces projets se sont développés dans les périphéries les plus éloignées, avec les conditions urbaines les plus mauvaises. Tout cela a pour effet de créer un cercle vicieux de concentration spatiale de la pauvreté en périphérie urbaine » (TRIVELLI, P, 2010). De plus même si les demandeurs de logement pouvaient demander une commune en particulier, rien n'obligeait le programme à respecter leurs vœux. Une troisième étape de la politique de logement au Chili commence au début des années 1990 avec les gouvernements de la Concertation et derrière la bannière de « *la croissance équitable* » qui vont en fait poursuivre la politique du gouvernement militaire en l'améliorant quelque peu notamment en essayant de faire bénéficier les plus pauvres et en rendant possible la postulation de groupe et plus simplement individuelle ce qui va permettre de conserver des liens entre anciens habitants d'une même localité au moment du relogement.

Les objectifs quantitatifs sont atteints dans les années 2000 (couverture en eau potable, en téléphone, en électricité ; accès aux services scolaires et de santé ; régularisation de terrains ; collecte des déchets...). Cependant en termes qualitatifs, le succès de l'ensemble de ces programmes est à nuancer notamment au regard de l'accessibilité sur les périphéries les plus éloignées.

En effet, la figure 1 montre que la part relative de la valeur du terrain (en gris) et des coûts d'urbanisation (en vert foncé) a augmenté entre 1994 et 2004 par rapport aux coûts de construction et d'équipement qui augmentent peu. Dans une logique de rentabilité, les promoteurs vont donc avoir tendance à choisir deux types de localisation privilégié : des communes de plus en plus loin du centre pour un prix du terrain plus bas

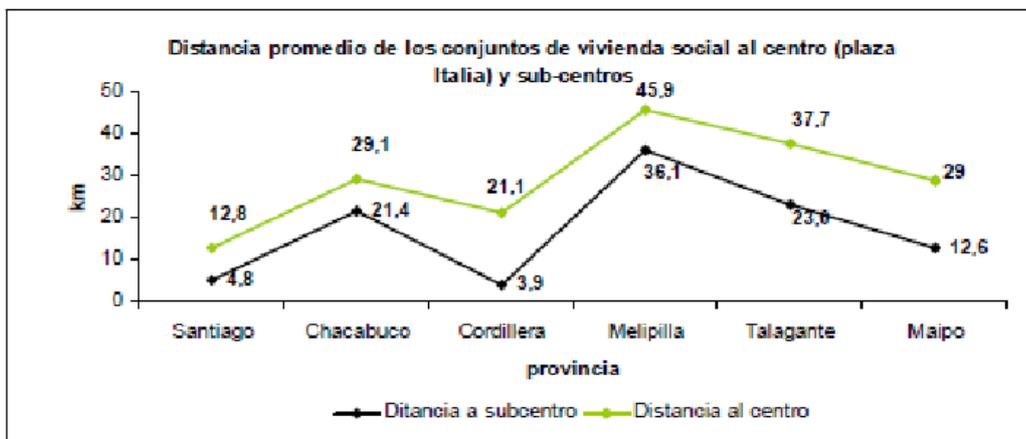
et des zones rurales ce qui explique l'augmentation relative dans les années 2002-2004 du coût d'urbanisation liée à la nécessité d'asphalter, de faire des adductions d'eau... Sur la Figure 2 on voit d'ailleurs que la distance moyenne au centre-ville de Santiago ou aux centres de second rang peut atteindre jusqu'à 40 kilomètres sans la possibilité d'avoir accès au Transantiago et/ou au réseau de métro.

Figure 1. Evolution des coûts du logement social dans la Région métropolitaine (1994 ; 1998-1999 ; 2002-2004), (TRIVELLI, P., 2010).



Ils sont répartis en coûts de construction (en noir), valeur du terrain (en gris), en coût d'urbanisation (en vert foncé), en coût d'équipement (en vert clair).

Figure 2. Distance moyenne des ensembles de logement social au centre (en vert) et aux centres secondaires (en noir). La commune de Lampa est dans la province de Chacabuco (TRIVELLI, P., 2010)



A travers l'histoire du logement social au Chili et à Santiago en particulier ainsi que par l'exemple étudié, on voit bien en quoi il existe une certaine assimilation entre marges spatiales de l'agglomération et marges sociales. Vues depuis la ville, ces marges ne sont certes plus décrites comme des « espèces d'égoûts d'infections et de

vice, de criminalité et de maladie, ces camps de la mort habités par des sauvages sans morale intellectuellement incapables de sortir de leurs conditions » comme le faisait le maire de Santiago B. Vicuña Mackenna à la fin du XIX^e siècle (cité par TRIVELLI, P., 2010). Par contre, elles continuent de fournir un exutoire à la croissance urbaine continue que connaissent les plus grandes agglomérations du pays depuis les années 1950 ce qui a un coût social (isolement, relégation, entre-soi) et environnemental (pression sur la ressource en eau, sur les terres agricoles et les « espaces naturels »,...) quoi qu'en disent certains analystes comme F. Sabatini qui parle d'un frein à l'étalement urbain depuis la fin des années 2000 avec un retour au centre (SABATINI, F., 2007).

- *Apparition d'une nouvelle forme de ségrégation rurale*

Comme la plupart des villes latino-américaines, la double aire métropolitaine de Santiago-Valparaíso connaît un fort processus de ségrégation et ce à toutes les échelles. Dans « *Las casitas del barrio alto* », V. Jara chantait en 1972 que toutes les villes latino-américaines qu'il avait traversées (« *en Perú, en Colombia, Bogotá, en Mexico, en Venezuela, Caracas* ») présentaient la même caractéristique d'avoir des « *quartiers placés sur des collines où il n'y a pas de pollution atmosphérique, où il n'y a pas de smog et où les espaces verts sont plus beaux. Les maisons aussi y sont plus grandes, plus spacieuses avec des grandes baies vitrées qui permettent de dominer la ville – au sens propre comme au sens figuré* ». Dans le cas de Santiago, il fait référence aux quartiers de Las Condes sur la pré-cordillère dont la qualité de l'air et la taille des espaces verts ont été mises en évidence scientifiquement (ROMERO, H., FUENTES, C., SMITH, P., 2010). La ségrégation peut également s'analyser en termes d'accès aux services en eau par exemple (PFLIEGER, G., MATTHIEUSSENT, S., 2008 ; FALIES, C., 2005) ou en termes de scolarisation dans les frais d'inscription. Mais ce n'est pas parce qu'un service « arrive » en périphérie qu'il est payable par tous. A l'échelle métropolitaine, il existe donc deux villes qui s'opposent voire se tournent le dos que ce soit à Santiago (opposition est/ouest) ou à Valparaíso-Viña del Mar avec l'opposition port/station balnéaire ou même entre collines de Valparaíso elles-mêmes. Cette opposition se reflète en s'accroissant sur les espaces ouverts.

Le sociologue F. Sabatini voit plutôt dans l'extension urbaine une occasion de réduire la ségrégation. Dans plusieurs articles en effet, il voit dans l'urbanisation des périphéries métropolitaines par « dispersion des élites » une source d'emploi pour les populations rurales qui peuvent désormais travailler dans les *malls* ou comme domestiques, une opportunité dans le développement de services publics mais aussi un « éventuel regain de fierté pour les populations des classes inférieures » (SABATINI, F., 2007). Bien sûr, l'hypothèse est séduisante et on ne doute pas que certains des enquêtés des deux communes étudiées aient effectivement trouvé un travail et ne voient pas les murs des *condominios* comme des frontières excluant. Mais il s'agit toujours d'emplois précaires que ce soit dans les services ou dans l'agro-industrie et il est difficile de juger des effets de la construction de ces enclaves sur un temps si court.

De plus, il existe des phénomènes de ségrégation entre pauvres eux-mêmes ceux qui viennent de la ville et ceux qui sont restés en périphérie comme on peut l'observer dans le secteur de Lo Castro à Lampa (figure 3).

Figure 3. Ségrégation entre autochtones et nouveaux arrivants à Lampa



A gauche de la route, *poblacion Las Malvinas* (1983) où vivent essentiellement des ouvriers agricoles, à droite de la route l'ensemble résidentiel « *Matias Vidaurre* » habitée par des urbains relogés dans le cadre d'un programme d'habitat social. On voit le mur de séparation et l'existence d'un trottoir fait de dalles de béton d'un côté face à un modeste trottoir de terre de l'autre côté de la rue.

Doit-on pour autant parler de ségrégation rurale ? Le terme est sans doute un peu fort au Chili, particulièrement dans les campagnes, où il existe encore de fortes relations interpersonnelles. Cependant, à l'échelle de la parcelle ces changements sociologiques sont perceptibles à travers la multiplication de portails, de barrières, de fils barbelés venant marquer la limite de propriétés depuis longtemps acquises mais senties comme menacées par de nouveaux usages de nouveaux groupes sociaux (les agriculteurs se plaignent principalement des vols de fruits et de légumes sur leurs parcelles et les éleveurs des chiens errants mal attachés qui viennent s'attaquer au bétail comme Hector C., le 7 mai 2010) ou alors de propriétés nouvellement acquises que l'on souhaite distinguer des alentours et également prémunir contre le vol.

Quelles que soient les justifications et les motivations, ces murs et portails peuvent prendre des formes différentes du simple portail en bois fermé par un cadenas et qui empêche l'intrusion en voiture ou à cheval au mur électrifié en passant par des fils barbelés. Sans aller jusqu'à affirmer que les murs créent nécessairement de l'exclusion sociale et de l'agressivité entre les groupes sociaux qui se trouvent de part et d'autre (LOW, S., 2003), on peut tout de même dire que le phénomène est relativement nouveau et décrié par les ruraux eux-mêmes qui regrettent la situation passée. Certains d'ailleurs s'y refusent toujours.

Andrea G. par exemple a affirmé en entretien : « *Moi je préfère ne pas fermer mon portail, d'ailleurs, il n'y a pas de clés à la porte de la maison non plus. Comme ça, ça attire moins le regard et personne ne pense que j'ai des choses à voler* » ou encore Maria Loreto à Til Til (photo c, Figure 4): « *on a bien une barrière mais quand on peut éviter de fermer... Ça permet à mes enfants d'aller s'y promener un peu le soir en*

rentrant de l'école ». Quant à Oscar et Carla T. qui vivent à Olmué, le fait de ne pas fermer les portes est constitutif de la vie à la campagne : « *c'est une manière de vivre : on sort de la maison et on peut laisser la porte ouverte* ».

La majorité des enquêtés qui vivent depuis longtemps dans ces espaces ruraux me disaient de passer à n'importe quel moment pour l'enquête et d'entrer alors que les néo-ruraux vivant dans des *condominios*, devaient me donner un code d'accès, une clé rendant d'autant plus nécessaire l'existence de personnes-clés sur le terrain comme je l'ai évoqué dans l'introduction.

Figure 4. Fermeture physique des espaces ouverts dans la région centrale du Chili



a - Parcela 3B : portail ouvert de la parcelle cultivée (2005)
La Palma, Quillota



b - Parcela Margarita : portail fermé de la même parcelle sur le point d'être vendue après avoir été rebaptisée (2012)



c - Verger cultivé d'amandiers ouvert
Til Til



d - Ensemble résidentiel «El Vergel» fermé
Mantagua

C. FALIES, 2013

Quant aux affirmations de certains chercheurs qui considèrent que les murs sont une tradition en Amérique latine et qu'en constituant des « *rues et des terminaisons des espaces ouverts que sont les places, ils les mettent justement en valeur* » (SABATINI, F., 2007) en faisant même des garants de l'intégration sociale, tout le monde se sentant bien rassuré derrière son mur, on peut penser qu'elles sont peut-être valables en ville mais certainement pas pour les espaces périphériques comme tend à le montrer la figure 5 prise dans le *condominio Campomar* à Mantagua. Cette placette située à l'extrémité du *condominium* semble bien une aberration du point de vue urbanistique et social. D'abord, elle est inaccessible à pied. Ensuite son banc est dirigé à l'est, vers

deux portails de maisons, alors que vers l'ouest la vue vers le Pacifique constitue un véritable panorama.

Figure 5. Placette à l'intérieur d'un *condominio* à Mantagua, 2010



En décrivant la fermeture relative que connaissent les espaces ouverts, le but n'est pas de la stigmatiser mais de comprendre en quoi elle est le symptôme d'autres processus sociaux, politiques et économiques impliqués par la métropolisation qu'elle ne fait que matérialiser. A ce sujet K. Polanyi a pu écrire : « notre but, en évoquant ainsi la triste situation où enclosures et conversions mirent le peuple, est, d'abord de montrer que l'on peut faire un parallèle entre les dévastations que provoquèrent des clôtures en définitive bénéfiques et celles qui résultèrent de la Révolution industrielle ; ensuite – et plus largement –, d'éclairer les choix face auxquels se trouve une communauté en proie aux affres d'une amélioration économique non dirigée » (POLANYI, K., 1944). Il en va de même pour le nouveau mouvement des enclosures que semble connaître le Chili dans ses périphéries métropolitaines. C'est pour cette raison que l'on en vient à parler de marges plus que de périphéries tant ces espaces sont fonctionnellement dépendants des centres.

- *Décharges et incendies : expression de la conflictualité métropolitaine*

Comme toutes les périphéries, les espaces ouverts concentrent des activités encombrantes. Il en va des déchets liquides comme dans la station d'épuration de La Cadellada mais aussi des déchets solides.

Or, les pratiques urbaines polluantes sont de plus en plus développées (achat en supermarchés de produits emballés, utilisation de sacs plastiques, utilisation croissante de l'automobile) mais non prises en compte par les pouvoirs publics et les consommateurs sont de plus en plus nombreux. On assiste donc à la multiplication des décharges sauvages le long de la route quand on parcourt la campagne chilienne (figure 6).

Ces décharges sont particulièrement constituées de sacs plastiques. En effet, au Chili, des 690 000 tonnes de plastique produites chaque année, 10% correspondent à la production de sacs en plastique (CONAMA, 2006). 250 millions sont utilisés chaque mois au Chili, soit 3000 milliards à l'année. Il s'agit donc d'une activité productive importante qui selon l'Association des industriels du plastique représenterait 25 000

emplois directs. C'est alors ce qui expliquerait une sur-utilisation des sacs plastiques au Chili, les employés des supermarchés payés au pourboire pour emballer les courses des clients n'hésitant pas à doubler les sacs plastiques et à classer les articles par catégorie (une bouteille de shampoing dans un sac, deux boîtes de conserve dans deux autres sacs...).

Outre le fait d'être souvent mentionné par les enquêtés comme étant un véritable problème national (« *le problème, c'est qu'au Chili les gens sont sales* ») et dans leur vie quotidienne (« *nous on paie des impôts et les camions-poubelles de la mairie ne passent qu'une fois la semaine et encore...* », « *il faut comprendre les gens, c'est dégoûtant de faire ça, mais en même temps, ils n'ont nulle part où jeter leurs ordures* »), ces décharges sauvages constituent souvent des dépôts de feu et ce malgré l'interdiction affichée par les municipalités comme c'est le cas sur la photo 20 à Olmué.

En effet, près de la route et en été, ces amoncellements de papiers, sacs poubelles, tissus constituent autant de matière inflammable au moindre mégot mal éteint. Parfois même des feux y sont volontairement faits afin de faire disparaître le tas de débris et peuvent se diffuser rapidement s'ils sont mal contrôlés comme en 2009 dans le secteur de Las Palmas à Olmué où un feu de 3 jours a causé la perte de 10 hectares de *bosque nativo* (enquête avec Oscar T.).

Figure 6. Multiplication des décharges sauvages sur les espaces ouverts

« Miracle chilien » ou mirage métropolitain ?

Une approche par les espaces ouverts périphériques, racines et horizon du processus de métropolisation.



a. Déchèterie sauvage au sommet de la Cuesta La Dormida qui fait la limite entre la Région de Valparaíso et la Région Métropolitaine de Santiago juste devant la table d'orientation représentant les sommets andins à destination des touristes. Tout le bord de la route asphaltée est jonché d'ordures ménagères. Les riverains s'en plaignent et les usagers de cette route touristique également.

Til Til, 2010



b. Déchèterie sauvage sur la route menant à l'humedal de Batuco, Lampa, 2012



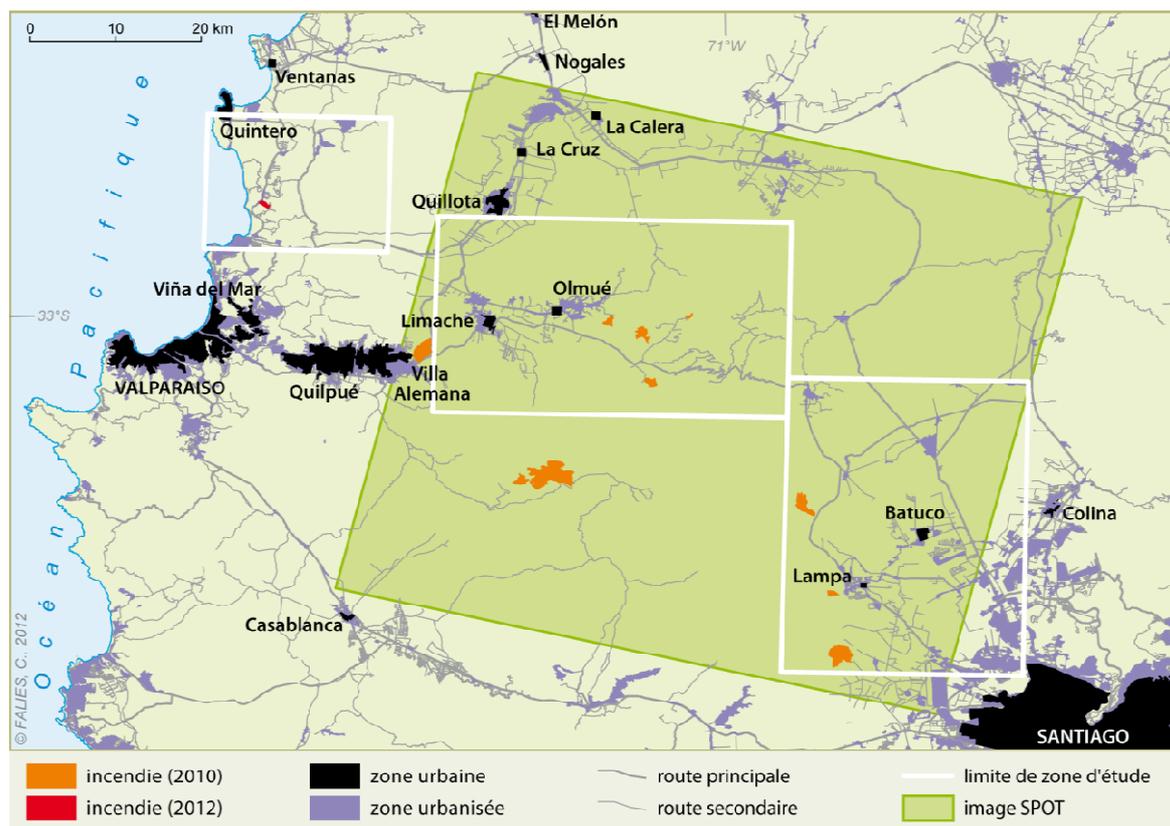
c. Action collective de nettoyage des dunes de Concón menée par le groupe *Red Duna Libre*. Les dunes sont en effet un lieu privilégié des étudiants pour se rassembler lors des soirées d'été ou pour faire des barbecues sauvages. Sans bennes à ordures à l'entrée des dunes, ils abandonnent leurs sacs poubelles et leurs bouteilles dans les dunes. Ce jour-là, des centaines de mètres de câble électrique évidé de son cuivre ainsi qu'une valise pleine de lingerie féminine avaient aussi été découverts..., Concón, 2012



d. Déchèterie sauvage le long du cours d'eau Limache. En arrière-plan, le sommet de La Campana, Limache, 2010

C. FALIES, 2013

Figure 7. Identification d'incendies dans la région centrale du Chili par télédétection (2010) et observation directe (2012)



Conscientes de ces dysfonctionnements affectant particulièrement les espaces ouverts, la puissance publique tente d'avoir une action sur ces espaces ouverts ne serait-ce que parce qu'ils comptent de plus en plus comme critères dans les classements mondiaux sur la durabilité métropolitaine. Mais que ce soit au niveau de l'Etat, des régions ou des communes, les moyens humains et financiers alloués à l'aménagement du territoire sont très faibles notamment pour des espaces considérés encore bien souvent comme vides. Depuis l'Uruguay Round de 1993 et son versant rural, la « *green box* », la multifonctionnalité des périphéries rurales est donc prônée en tant qu'outil de gestion du monde rural censée préserver la biodiversité (ressources naturelles), la culture (tissu social) et les modes de vie (emploi) tout en continuant bien sûr la production de biens agricoles. Elle désigne aussi les mesures prises pour assurer le bon déroulement de ces multiples fonctions.

2. MULTIFONCTIONNALITE DE L'AGRICULTURE : POLITIQUE CIBLÉE OU PIS-ALLER ?

La multifonctionnalité des espaces périphériques et des espaces agricoles en particulier n'est pas une nouveauté en soi notamment dans une région centrale où l'agriculture familiale, structurellement multifonctionnelle, est restée importante.

Mais ce qui a évolué avec le temps, c'est la reconnaissance de cette multifonctionnalité et sa mise en œuvre explicite dans des projets de développement (urbains ou ruraux) ainsi que l'arrivée de nouvelles fonctions dans les périphéries métropolitaines et particulièrement sur les espaces ouverts. Qui plus est, « l'hypothèse générale est que la pérennité de l'agriculture périurbaine, socialement souhaitable, dépend de son aptitude à s'inscrire dans le projet territorial ou « projet urbain ». Cette

aptitude consiste pour les systèmes agricoles à savoir tirer parti de la diversité des attentes et demandes urbaines adressées aux espaces ouverts sous des formes économiquement viables », (FLEURY, A., MOUSTIER, P., TOLRON, J.-J., 2004).

Susciter ou renforcer l'émergence de nouvelles activités dans l'espace rural, destinées en particulier à créer des sources de revenus complémentaires pour les populations résidentes figure comme une priorité, en tout cas affichée, pour le ministère de l'Agriculture. Cependant la multifonctionnalité au Chili n'apparaît pas en tant que telle dans les recensements agricoles. Dans la Région de Valparaíso, le recensement agricole de 2007 indique seulement que 20% des petits producteurs tirent moins de 75% de leurs revenus de l'exploitation tandis que 61,1% indiquent qu'ils tirent au moins 25% de leurs exploitations. Pour la Région Métropolitaine, on peut lire que 58% des petits producteurs tirent moins de 25% de leurs revenus de l'exploitation tandis que 21,4% indiquent qu'ils en tirent au moins 75%.

Les chiffres sont donc semblables et indiquent comme des enquêtes de terrain et des analyses plus spécifiques pour Lampa que la multiactivité est souvent un pis-aller « engendré par la sécheresse, l'endettement paysan, les effets de la transmission patrimoniale et les choix politiques en faveur de l'agriculture d'exportation. Mais, c'est aussi grâce aux opportunités créées par l'amélioration des infrastructures de la commune, telles que l'électricité et l'amélioration des routes, que de nombreux agriculteurs ont pu envisager une diversification au moins partielle des activités familiales » (PERAL, A., CHIA, E., 2001). D'ailleurs, dans les moyennes exploitations, la dépendance aux revenus internes est plus forte. Ainsi, pour la Région Métropolitaine, 36,5% des moyens producteurs génèrent 75% de leurs revenus sur leur exploitation alors que 35,1% en tirent moins de 25%.

Toutefois, cette diversification impliquée par la multifonctionnalité est difficile à réaliser, et elle doit être finement adaptée aux caractéristiques propres à chaque exploitation. L'INDAP (*Instituto Nacional de desarrollo agropecuario*) est chargé de travailler plus particulièrement en faveur des petits producteurs. L'INDAP s'efforce en effet d'aider les petits producteurs à trouver de nouveaux débouchés à leurs produits en travaillant aussi bien sur la nature et la qualité de ces derniers que sur les organisations sociales et l'accès aux marchés. Il s'agit par exemple de garantir la qualité sanitaire de produits artisanaux (fromages, confitures de lait, biscuits), d'inciter les agriculteurs à se regrouper pour vendre des quantités plus importantes notamment dans des petits marchés locaux construits à cet effet et d'offrir de nouveaux services à des citoyens disposant de revenus plus importants (promenades à cheval, restauration ou hébergement. En effet, une demande urbaine se renforce pour des produits de qualité et l'usage de services dans l'espace rural. L'évolution des demandes urbaines semble la clé du développement d'activités trop réduites pour s'adresser à une clientèle internationale, mais essentielles pour la qualité de vie des citoyens. Or, si l'approvisionnement des grandes villes passe en premier lieu par les supermarchés, ils n'ont pas fait disparaître les marchés censés fournir des produits de meilleure qualité ou à meilleur prix. Il semble cependant qu'aucune réflexion n'ait été menée sur le rôle actuel des marchés et l'accès des producteurs à la vente : les informations disponibles font état de problèmes classiques liés aux intermédiaires payant des prix très faibles aux producteurs pour les marchandises qu'ils se chargent de vendre.

A titre d'exemple, en 2010, un producteur de fromage frais de chèvre le vend 2 300 pesos le kilo (3, 5 euros) à un intermédiaire qui le revend sur des marchés urbains plus de 6 000 pesos le kilo (9 euros). Des réseaux de distribution en circuit court sous forme de paniers livrés aux consommateurs urbains sont mis en place pour contourner cette difficulté mais ils restent anecdotiques comme les initiatives d'Andrea G. dans la Région de Valparaíso à partir de Quillota ou de C. Navarrete dans la Région

Métropolitaine à partir de Lampa.

Le tourisme rural et les activités qui l'accompagnent, comme la production d'objets artisanaux (paniers, poterie, tricot), constitue sinon un grand espoir du moins un leitmotiv des politiques de développement rural. C'est bien évidemment à proximité des grandes villes et dans les régions déjà parcourues par des flux touristiques que ces activités peuvent se développer. C'est le cas de la périphérie de Santiago ou de Valparaíso.

Or, si la multifonctionnalité est recherchée pour ses retombées positives sur l'emploi et les revenus, les grandes activités exportatrices ne sont pas nécessairement compatibles avec de tels développements, soit qu'elles entraînent une trop grande uniformité paysagère, des nuisances diverses (circulation de camions, usages de pesticides) ou que les entrepreneurs ne souhaitent pas être perturbés dans leurs activités. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Antonio R., producteur de d'avocats et d'huile d'avocat dans la commune de Quillota a dû abandonner ses projets écotouristiques formulés dès 2005 (FALIES, C., 2005 ; 2008)

On ne peut pourtant pas parler de multifonctionnalité au Chili pour trois raisons.

D'abord, car les orientations nationales de l'agriculture compliquent la mise en place de la multifonctionnalité en tant modèle de développement qui permet la production de denrées, la protection des ressources naturelles et le maintien de l'emploi et du tissu rural. Il ne peut donc s'agir d'une initiative publique relayée dans les espaces ruraux par le biais d'aides, de subventions, de formations comme l'ont été en France par exemple les *Contrats territoriaux d'exploitation* (LEWIS, N., et alii, 2010). En effet, la multifonctionnalité fut davantage soutenue par les pays du Nord officiellement en raison de ses aspects non commerciaux et de ses externalités positives en matière environnementale que par les pays du groupe de Cairns³ qui l'ont contestée vivement car elle venait légitimer la poursuite des politiques agricoles protectionnistes du Nord.

Par ailleurs, considérer « *la multifonctionnalité agricole comme relation entre fonctions marchandes et non-marchandes* » est en soi problématique puisque « *d'un côté la prise en compte des fonctions non-marchandes crée des distorsions à l'égard du fonctionnement de marché, et donc altère la loyauté de la concurrence, tandis que de l'autre un pur fonctionnement de marché interdit la rémunération des fonctions non-marchandes et rend par là-même leur réalisation impossible* », (BARTHELEMY, D., 2008).

Enfin, la multifonctionnalité en tant que telle peut être contestée dans la mesure où elle a tendance à produire un conflit entre deux principes fondamentaux : celui d'égalité « invoqué pour favoriser le maintien de la vitalité sociale dans les espaces ruraux » et celui de mérite « invoqué pour encourager la protection de l'environnement » (LEWIS, N., et alii, 2010) : « qui faut-il privilégier : chaque agriculteur au nom de la vitalité de l'espace rural ? Faut-il préférer les agriculteurs qui ont des pratiques respectueuses de l'environnement ? Ceux qui s'engagent à créer moins de nuisances ? Ou alors, ceux qui ont un poids économique plus important ? » Dans un contexte chilien où la situation des agriculteurs au sein même d'une commune peut être radicalement différente entre l'entrepreneur agro-exportateur et le métayer ou le *comunero* en termes de statut de possession de la terre, d'usages et de revenus, on voit que ces questions seraient encore plus épineuses. Ainsi, dans la même région centrale des situations diverses coexistent. Dans des communes comme Quillota, presque 70 % de la SAU sont cultivées par une petite centaine de sociétés privées soit

³ Organisation créée en 1986 à Cairns en Australie, regroupant 19 pays exportateurs de denrées agricoles dont le Chili et visant à défendre les intérêts du libéralisme économique en matière agricole contestant ainsi le protectionnisme états-unien et européen.

10% seulement du total des personnes juridiques et naturelles et dans d'autres comme Olmué, 50% de la superficie agricole appartient à une seule communauté (INE, 2007).

Le géographe J. McCarthy en vient même à se demander de façon provocatrice si une géographie rurale qui prône la multifonctionnalité est réactionnaire ou au contraire radicale dans la mesure où elle est chronologiquement un « produit des réformes néolibérales » qui voient le fait de faire rentrer les éléments de nature dans l'économie de marché mondialisée et d'assigner des droits de propriété comme la seule façon de protéger l'environnement et en même temps une forme explicite de résistance au néolibéralisme en reconnaissant à l'environnement d'autres valeurs que les valeurs économiques (McCARTHY, J., 2005).

C'est dans ce contexte qu'émergent des projets alternatifs, tous privés, et dont le devenir dépend largement de l'existence d'espaces ouverts à l'image de l'apiculture mais pas seulement.

3. DES PROJETS ALTERNATIFS ET INNOVANTS SUR LES ESPACES OUVERTS PORTEURS D'AUTRES VALEURS

En effet, « aucune société contemporaine ne peut exister sans ces deux dimensions, identitaire d'une part et marchande de l'autre, et c'est du mouvement dialectique (entendu comme processus contradictoire et constructif) des sociétés entre ces deux tendances que naît leur transformation. » (BARTHELEMY, D., 2008). Car le Chili comme d'autres pays latino-américains connaît en effet des aspects non strictement marchands des rapports sociaux particulièrement dans les espaces ruraux. Ils existent notamment à travers la persistance du métayage hérité de la colonisation mais surtout à travers des rapports hérités des cultures précolombiennes et qui se regroupent sous le nom de *minga* dans la plupart des pays andins : il s'agit d'un travail collectif réalisé pour le bénéfice de la communauté. Elle peut consister en l'organisation d'un troc de semences, de vêtements (figure 8), d'une réparation, d'une construction de maison ou d'un voyage en voiture. Il ne s'agit pas du tout de travail dissimulé puisqu'aucun argent n'est échangé mais bien de l'expression d'une solidarité à laquelle on peut rattacher le phénomène des *allegados*⁴.

Figure 8. « *El mercadito* » du vendredi à l'école Waldorf de Limache

⁴ Littéralement, « proches ». Ce phénomène s'inscrit au Chili dans une solidarité chilote ancienne, *la minga*, qui veut que l'on aide les voisins ou les proches à construire leur maison ou à la déplacer. Les relations interpersonnelles s'en ressentent puisque tout adulte, même étranger à la famille, est appelé « *tío* » ou « *tía* », c'est-à-dire « oncle » ou « tante » par les enfants et que les adultes, surtout les personnes âgées et issues des milieux ruraux, s'appellent entre eux « *compadre* » ou « *comadre* », c'est-à-dire « parrain » ou « marraine ».



Tous types de produits plus ou moins élaborés mais fabriqués par les parents d'élèves sont proposés lors de ce marché qui se tient tous les vendredis : miel, pain, fleurs, légumes, vêtements, jouets en bois, jus de fruits... Si généralement il existe un affichage de prix, il est également possible de faire du troc : un panier de légumes contre une veste, des amandes contre du miel,...

Le MIDEPLAN définit l'*allegamiento* comme un type de logement chez des proches ou des gens de la famille pour des personnes qui ont des difficultés à trouver un logement propre et qui sont donc acceptées ou accueillies par d'autres individus qui, eux, disposent d'un logement. Qu'il s'agisse pour des familles différentes de vivre sous le même toit ou pour une famille recomposée (comme c'est souvent le cas au Chili) de partager la même résidence, le problème posé est celui du surpeuplement dans un contexte de déficit résidentiel, quantitatif ou qualitatif (problème d'accessibilité notamment et de liaison travail-domicile ou lieu d'étude-domicile).

A Lampa, le phénomène est tel que dans le dernier diagnostic social en date (2004), on parle du « problème des *allegados* ». Difficiles à comptabiliser, plus de mille familles sont regroupées en 40 comités comptant de 16 à 50 membres soit au total 1096 membres et aux noms parfois évocateurs comme « *La Unión hace la fuerza* », « *Amistad solidaria* » ou « *Tierra nuestra* ».

La municipalité a travaillé récemment avec *Hogar del Cristo* et le programme *Chile Barrio* pour faire accéder certaines familles à la propriété ou les reloger. Mais malgré ces actions et les politiques d'habitat social prévues par les nouveaux outils de planification sur la commune, le problème n'est que reporté sur d'autres communes plus lointaines. En effet, au Chili, lorsque les *allegados* sont relogés, ils le sont sur d'autres communes que celles où ils ont été accueillis brisant ainsi le lien social préexistant et rendant compliquée l'intégration aux antipodes de l'aire métropolitaine.

Il convient de voir, alors, quels types d'acteurs peuvent s'installer dans ce creux institutionnel laissé par les autorités.

Lors d'une visite sur le terrain avec Hugo, D., fonctionnaire du SAG, celui-ci m'a expliqué que les moyens du ministère de l'Agriculture pour limiter l'urbanisation étaient dérisoires. Ainsi sur la commune de Lampa, le ministère finance des micro-projets d'irrigation parfaitement inutiles selon lui dans un contexte local où affleure très souvent

la nappe phréatique. Ces projets seraient certainement plus utiles ailleurs à Lipingue ou à Til-Til dans la même province de Chacabuco. Mais c'est le seul moyen qu'a trouvé le ministère pour éviter le changement d'usage des sols dans certains secteurs. En effet, dès lors qu'un ministère investit de l'argent public sur un terrain, un autre ministère (en l'occurrence le MINVU) et *a fortiori* ne peut intervenir sur le terrain en question. On peut parler plus de solutions de fortune que de réelles politiques sur les espaces ouverts en matière agricole.

Dans le creux laissé par les institutions publiques en termes d'aides à l'agriculture périurbaine mais aussi devant une demande accrue de produits biologiques par la classe moyenne en essor, les espaces ouverts sont très bien placés pour abriter des initiatives qui vont dans le sens d'une agriculture raisonnée. Certaines semblent y porter leurs fruits notamment quand elles se font le relais de pratiques locales émanant d'acteurs fédérés. C'est le cas notamment de la production apicole.

- *La production apicole : une filière foncièrement ouverte*

En ce qui concerne les politiques agricoles au Chili, c'est toujours l'approche filière qui est privilégiée. Mais cette approche doit être repensée pour des productions comme la production apicole qui par essence fonctionne en réseau. On peut s'y arrêter plus particulièrement et ce pour plusieurs raisons :

- l'échelle locale est plurielle puisque les ruches sont changées de parcelles en fonction de la floraison, des disponibilités en eau et des besoins pour la pollinisation.

- à ce titre, la question du régime foncier des terrains occupés momentanément est secondaire puisque les apiculteurs n'ont pas besoin de posséder la terre pour y mettre leurs ruches. La plupart du temps il s'agit d'arrangements oraux comme Guapy qui paie l'emplacement soit en nature soit par une somme équivalente au prix du miel à l'époque.

- l'activité apicole est une activité émergente et en train de passer de l'artisanat à une production innovante dédiée à l'exportation.

- il s'agit d'une activité fondamentalement relationnelle puisqu'elle fonctionne de pair avec d'autres activités productives comme la fruiticulture (avocats et agrumes surtout) dont elle assure la pollinisation de la Région de Coquimbo à la Région Métropolitaine, puisqu'elle est à l'origine de plusieurs produits (pollen, gelée royale, miel), puisque les abeilles contribuent également à la pollinisation de la flore endémique en parcourant plusieurs dizaines de kilomètres par jour, d'espace ouvert en espace ouvert, et enfin puisqu'elle génère la plupart du temps l'action conjointe des petits et des moyens producteurs.

- enfin comme toutes les activités agricoles, elle connaît des crises productives notamment celle de l'échec relatif de la politique d'exportation de la saison 2003-2004 ou encore les différentes maladies qui touchent les abeilles comme l'acarien *Varroa destructor* (venu d'Asie) ou le bacille *Paenibacillus larvae* (venu d'Argentine) et cherche donc à se réorienter.

Officiellement, selon le recensement agricole de 2007, l'activité ne concerne que 29 exploitants dans la Région de Valparaíso et 27 dans la Région Métropolitaine (INE, 2007). Mais ces chiffres ne disent rien de l'importance de l'activité, certes extensive, dans la double région métropolitaine.

Ainsi, mes enquêtes recensent, sur la seule commune de Lampa, plus d'une trentaine d'apiculteurs dont 13 petits agriculteurs, dont 4 exportent du miel en Europe, l'Union européenne étant le principal client du miel chilien et l'Allemagne en particulier (plus de 60% du miel chilien étant exporté seulement vers ce pays).

La plupart vent au détail à bon prix (2000 pesos le kilo) car il y a de nombreux acheteurs sur le marché urbain. L'emballage n'est pas coûteux et surtout, les acheteurs n'ont en général pas de doute sur la qualité du produit, le miel n'exigeant pas des conditions d'emballage, de transport et de conservation très strictes comme le fromage, la viande ou même les légumes. Il s'agit donc d'un véritable surplus pour les exploitations qui s'y dédient. Ainsi Don Arturo et Elsa possèdent plusieurs ruches qu'ils transportent au gré de leurs déplacements vers le sud où ils ont une parcelle et « *où les abeilles ont des meilleures conditions hygrométriques qu'à Lampa* », (entretien 03/04/2012).

Ceux qui exportent le miel et pour qui l'apiculture constitue la principale activité ont construit des petites salles d'extraction selon les normes imposées par le ministère de la Santé et le SAG et mélangent le produit de leurs ruches à celui d'autres apiculteurs de la zone avant de les exporter à travers l'entreprise d'export Licanray. Comme le miel ne se négocie alors qu'à 700 pesos le kilo, ils tirent alors leur profit de leur diversification notamment en produisant de la propolis, de la gelée royale ou du pollen.

Plusieurs facteurs expliquent l'émergence rapide de cette activité dans la région centrale. En premier lieu, on doit bien sûr évoquer l'importance du marché urbain friand de produits servant à l'auto-médicamentation surtout dans un pays où la santé coûte très cher. Ensuite, comme souvent, c'est dans la région centrale que les expériences pionnières sont faites et que le plus d'efforts sont fournis par les autorités pour développer des activités avec les petits producteurs (formation professionnelle, organisation d'ateliers, conférences de consultants notamment à travers le PRODESAL). Par ailleurs, toute activité agricole dans cette région particulièrement dynamique et exportatrice peut se greffer sur les filières d'export existantes. Enfin, et c'est le point le plus notable, l'apiculture est une activité agricole qui ne remet pas en cause la structure foncière de la région métropolitaine tant qu'elle ne s'intensifie pas davantage.

Ainsi sur la commune de Lampa en 2010, 3640 emplacements aptes à accueillir des ruches ont été délimités par la CONAF sur des terrains qu'elle gère pour accueillir les ruches de 27 apiculteurs. Les grands propriétaires restent grands propriétaires mais les petits apiculteurs peuvent y pratiquer leur activité respectueuse de l'environnement, favorisant la pollinisation et, en plus, créatrice de lien social et d'associativité.

- *L'agriculture biologique : retour à la terre ou innovation métropolitaine ?*

La transition vers l'agriculture biologique est la voie la plus aboutie des solutions alternatives telles qu'elles existent aujourd'hui parmi celles rencontrées que sont le développement de communautés ou la démarchandisation.

Elle existe sous plusieurs formes mais ce qui la fédère principalement au Chili est d'abord de se développer contre la monoculture intensive d'exportation. Les agriculteurs ont cependant des motivations différentes entre ceux qui n'ont jamais utilisé d'intrants systématiquement par manque de moyens et d'inscription dans les réseaux de l'agriculture commerciale (Meriem, Don Arturo, Guapy) et ceux qui au contraire désirent se détacher de pratiques jugées nocives (Marcela, Daniel R.).

Dans tous les cas rencontrés, l'objectif est par contre le même : produire pour vendre à une « niche » : celle des consommateurs urbains qui souhaitent une alimentation de meilleure qualité. C'est le propre de toutes les grandes agglomérations métropolitaines que de produire ces modes de consommation mondialisés dont l'agriculture biologique fait partie et que recherchent les classes moyennes et supérieures, toutefois peu soucieuses du mode et du lieu précis de sa production. C'est

particulièrement le cas d'une certaine clientèle des classes intermédiaires chiliennes qui comme me l'a fait remarquer Don Arturo « *ne veut à la limite même pas savoir que l'on existe* ».

L'agriculture biodynamique et la permaculture m'ont particulièrement intéressée dans la mesure où par leurs caractéristiques elles impliquent une mise en réseau des espaces ouverts à l'échelle métropolitaine.

Le courant biodynamique a été lancé en Allemagne et en Autriche, dans les années 1920, par Rudolf Steiner. Il a cherché à appliquer à l'agriculture les principes de sa science basée, d'une part, sur la prise en compte d'une réalité matérielle et d'autre part sur « ce qui échappe aux sens », comme la vie ou les phénomènes psychiques. Daniel R., par exemple, d'origine alsacienne mais dont la famille est installée depuis deux générations au Chili, est l'un des vecteurs de l'agriculture biodynamique au Chili. Avant de produire du vin biodynamique il a été dans les années 1990 le leader national de la production de viande de dinde en batterie avant de se réorienter. Initié par un ami français, il produit désormais du vin pétillant avec une méthode ancestrale sur sa parcelle de 250 hectares dont 8 de vignes à Quilpué en utilisant des engrais du parc zoologique de la commune (entretien et FLORIN, J.-F., 2005). Il assure la formation de jeunes agronomes sur le thème de la biodynamie et organise périodiquement des colloques avec d'autres producteurs – apiculteurs, horticulteurs, arboriculteurs – de la zone. Un jeune producteur français se lance également dans un tel projet dans le sud du Chili en récupérant des ceps anciens et en les cultivant suivant les principes de Steiner. Mais c'est surtout dans la région centrale que de tels projets sont réalisables étant donné l'implantation d'expatriés déjà au fait de tels cultures et en raison d'un nouvel intérêt par réaction pour des agricultures plus durables.

De même le jardin potager de l'école Waldorf de Limache s'impose comme un relais d'information, de communication et de promotion de l'agriculture biodynamique dans toute la région. Ce sont deux mères d'élèves (Marcela, agronome de formation et par ailleurs gérante d'une parcelle intensive d'avocats dédiée à l'exportation puis, à partir de 2011, Claudia, paysagiste, par ailleurs résidente de *Ciudad abierta*) qui ont pris en charge la parcelle selon les préceptes de R. Steiner. Le potager sert de terrain d'expérimentation aux élèves de l'école, à la préparation des repas et les surplus sont vendus ou échangés au marché du vendredi contre des productions d'autres parents comme le compost d'Aldo V., ou les fraises d'Efren.

La réflexion paysagère basée à la fois sur l'autonomie de la parcelle et sur l'ouverture visuelle est également au cœur de la permaculture développée par Catalina D. sur la parcelle de ses parents dans le secteur de San Isidro à Quillota depuis 2008, une zone très anciennement agricole dédiée surtout à la fruticulture. Dès les années 1990, elle est transformée par les parents de Catalina en *parcela de agrado* comme la plupart des parcelles adjacentes dont on voit les haies arbustives et les eucalyptus à l'arrière-plan. Mais en 2008, Catalina, diplômée d'une école de dessin décide de rendre à la parcelle sa vocation agricole et d'en initier la transition vers la permaculture. Elle transforme donc le jardin ornemental de ses parents en potager et accueille de nombreux stagiaires pour leur dispenser des formations en permaculture. Dès 2011, elle ouvre par ailleurs une école gratuite et pratique (Ecoescuela vivencial) pour former et accueillir des adultes sur sa parcelle. Le Chili étant réputé à l'intérieur du mouvement des villes en transition fondé par Rob Hopkins en Angleterre en 2006 notamment grâce à l'expérience de la ville d'El Manzano, elle n'a pas de mal à faire venir et participer des adultes venus du monde entier (France, Brésil, Etats-Unis...).

Ainsi, que ce soit par la formation, la vente de produits ou l'accueil de stagiaires, l'idée est la même de la mise en réseau à partir de certains lieux emblématiques à l'échelle métropolitaine des acteurs et des espaces qu'ils produisent.

Cette mise en réseau se fait également à travers des personnes ou des institutions. C'est le cas d'Andrea G. qui développe depuis 2008, un réseau de paniers biologiques. Elle a fonctionné sans raison sociale pendant les trois premières années s'appuyant sur un solide réseau de connaissances dans la vallée de l'Aconcagua où elle est née (pour la production), sur l'école Waldorf où elle scolarise ses enfants (pour une partie de la commercialisation) et sur des connaissances familiales à Valparaíso et à Viña del Mar (pour déposer les paniers « bios »). De plus, comme elle vit près de la faculté d'Agronomie de la PUCV dans le secteur de La Palma à Quillota, elle héberge depuis 2009 des étudiants sur sa *parcela de agrado* qui lui viennent en aide à la fois pour son propre potager et aussi en appoint parfois pour la commercialisation.

A partir de 2011 et pour conquérir de nouveaux marchés surtout à Santiago, elle s'est associée au réseau Tierra Viva créée par une productrice bio, Andrea T. à Catemu. L'association regroupe à peu près 50 producteurs. Elle a été créée en 1993 afin de faire connaître et de diffuser les principes de l'agriculture biologique dans le pays et surtout comme une alternative à la longue absence de certification et de loi sur l'agriculture biologique au pays. Depuis 2006 et la loi n°20.089, c'est chose faite mais cela n'empêche pas les lenteurs et les approximations liées à un système à deux vitesses tel qu'il a été mis en place. En effet, il existe une labellisation publique nationale très similaire aux certifications EU (Union européenne), NOP (Etats-Unis), JAS (Japon) et Canada Organic mais qui sont très longues à obtenir et dont les dossiers sont longs à constituer. Parallèlement, un système de labellisation privée s'est mis en place comme Demeter (pour l'agriculture biodynamique), Biosuisse ou Naturland mais il est beaucoup plus coûteux. L'alternative est donc la labellisation participative de petits producteurs qui s'associent comme c'est le cas de Tierra Viva autour d'une charte reconnue par le SAG sans pouvoir toutefois exporter leurs produits sous ce label.

Il ne s'agit que d'une activité commerciale et encore assez déconnectée du marché local puisque ces paniers sont vendus à des prix assez élevés (de 4 000 à 14 000 pesos par semaine) à des néo-ruraux ou à des urbains en quête d'une meilleure alimentation mais ces paniers semblent se faire les relais matériels entre les espaces ouverts et les espaces urbains proches me permettant d'évoquer une ébauche de mise en réseau à l'échelle métropolitaine par ces projets alternatifs.

Mais la mise en réseau n'est pas seulement à l'échelle métropolitaine : elle implique également l'échelle mondiale notamment à travers le WWOOFing très présent dans la région centrale. Il s'agit d'un réseau mondial de « fermes » biologiques qui accueillent des hôtes pour réaliser une partie des travaux agricoles en l'échange du gîte et du couvert. Catalina D., Aldo V. et Mariana C. parmi nos enquêtés sont inscrits dans ce réseau et reçoivent chacun une dizaine de « stagiaires » par an.

A l'interface du retour à la terre ou au local prôné par la biodynamie et la permaculture et de l'échelle mondiale du WWOOFing, une échelle est souvent évoquée par ces acteurs alternatifs : c'est celle de la biorégion.

- *Le biorégionalisme : une solution politique pour une mise en réseau des espaces ouverts ?*

Pour S. Latouche, « *le capitalisme est condamné à croître puis à auto-entretenir cette croissance* » (LATOUCHE, S., HARPAGES, D., 2010). Dans un contexte de crise économique globale, de crise environnementale et de crise de conscience nationale comme c'est le cas au Chili, ce modèle fondé uniquement sur la croissance semble

remis en question, en tout cas par certains, qui ne souhaitent plus simplement subir la décroissance (utiliser moins d'essence car elle devient trop chère) mais plutôt la choisir comme projet de société.

Si elle est utilisée en premier par P. Berg dans les années 70 et par les courants de la *Deep Ecology*, la notion de biorégion connaît de multiples définitions et même dérivés pourrait-on dire comme « écorégion », « région viventielle », « région pivot », « région durable »... L'idée que toutes ces notions ont en commun est de considérer des régions, non au sens administratif, mais au sens d'une certaine unité des communautés humaines et écosystémiques qui s'y trouvent. Elles ne sont pas sans rappeler le concept de région naturelle basé sur l'unité d'une architecture physique particulière (bassin-versant, massif montagneux...) mais en lui associant un poids important de la communauté humaine et de ses activités en relation ce qui peut faire penser à un certain déterminisme.

Pour certains chercheurs, il s'agit de la piste pour sortir du modèle actuel et de ses dérives particulièrement prégnantes, comme on l'a vu, sur les espaces ouverts souvent caisses de résonance des dysfonctionnements métropolitains.

Ces discours se développent à l'intérieur des aires métropolitaines et sont donc des expressions concrètes de la métropolisation et de ses effets sur les espaces ouverts. Mais il ne s'agit encore que d'une piste rencontrée sur le terrain lors de quatre entretiens et d'autres sont déjà ouvertes.

Si ces espaces ont donc bien d'autres valeurs que celles du marché notamment pour les populations les plus vulnérables, l'absence de pouvoir public régulateur ou même arbitre qui donnerait une direction pour les hiérarchiser fait prévaloir dans tous les cas les lois du marché. Les marges et leurs marginaux dans la région centrale du Chili n'ont donc pas cessé d'exister avec l'entrée du pays dans l'OCDE en janvier 2010 ni les injustices spatiales et sociales liées à l'environnement.

En fait, plus qu'une simple échelle de réflexion, l'échelle métropolitaine devrait se constituer en une réelle échelle d'action c'est-à-dire en une échelle politique pas pour l'échelle en tant que telle mais parce que la région centrale n'en a jamais été vraiment dotée et que la tentative de Pinochet de rééquilibrage par déménagement de la Chambre des députés de Santiago à Valparaíso à la fin des années 1980 est qualifiée d'échec. Plus radicale encore et beaucoup plus évoquée dans le sud du pays en raison de la question mapuche, l'éventualité d'une nouvelle réforme agraire fait son chemin.

Les espaces ouverts d'un point de vue paysager, fonctionnel et temporel nous apprennent peut-être alors mieux que les espaces centraux car avec moins d'imbrications de décisions et de strates temporelles l'avenir des métropoles auxquels ils participent en étant à la fois des soupapes de la recherche durabilité métropolitaine et des caisses de résonance d'injustices affectant l'ensemble de la société. L'ouverture, relative et changeante, ne serait-elle qu'une grille de lecture voire une métaphore à partir de laquelle s'intéresser aux espaces en tant que tels difficiles à analyser avec les catégories d'urbain, de rural ou de périurbain ? En tout cas, on peut voir que les espaces ouverts en tant qu'arènes de débats sociaux de plus en plus larges permettent d'articuler la question environnementale, au sens large de ce qui entoure la ville et de ses ressources, à la question des injustices, ce qui est une nécessité en Amérique latine. De nombreux analystes montrent même que l'intense mouvement étudiant de 2011 est parti du vote de la construction par le groupe SUEZ d'un barrage

hydroélectrique à 25 kilomètres en amont de la réserve de Punta de Choros dans la région de Coquimbo.

On peut donc voir les espaces ouverts comme les souffre-douleurs de la métropolisation dans la mesure où s'y observe la plupart des impacts du libéralisme. Mais ils sont aussi des espaces de créativité et de liberté pour des actions pionnières endogènes et exogènes.

Références bibliographiques

- BARTHELEMY, D., 2008, La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité, Editions Quae, 347 p.
- FALIES, C., 2008, « Entre Valparaíso et Santiago du Chili : Espaces ouverts et métropolisation dans les pays du Sud », Mémoire de Master 2 sous la direction de J.-L. CHALÉARD et de S. VELUT, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- FALIES C., 2005, « Quillota entre villes et campagnes. Une nouvelle ruralité au début du XXI^e siècle dans la zone périurbaine de Valparaíso, Cinquième région du Chili », Mémoire de maîtrise sous la direction de J.-L. Chaléard et de S. Velut
- FLEURY, A., MOUSTIER, P., TOLRON, J.-J., 2004, « Multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine : diversité des formes d'exercice du métier d'agriculteur, insertion de l'agriculture dans l'aménagement des territoires », Les cahiers de la multifonctionnalité n°6, pp. 107-118
- FLORIN, J.-F., 2005, « Au Chili viticole : la bio-dynamie construit-elle des terroirs ? », Biodynamis n°52, pp. 29-37
- GUNDER FRANK, A., 1972, Le développement du sous-développement : l'Amérique latine, Maspero
- LATOUCHE, S., HARPAGES, D., 2010, Le temps de la décroissance, Ed. Thierry Magnier, 156 p.
- LEWIS, N., CANDAU, J., DEUFIC, P., FERRATI, S., RAMBONILAZA, M., 2010, « Multifonctionnalité de l'agriculture et principes de justice », Justice Spatiale/Spatial Justice n°2
- LOW, S., 2003, Behind the Gates: Life, Security, and the Pursuit of Happiness in Fortress America. New York: Routledge.
- MCCARTHY, J., 2005, "Rural geography: multifunctional rural geographies - reactionary or radical?", Progress in Human Geography, vol. 29, n°6, pp. 773-782.
- PERAL, A., CHIA, E., 2001, "Le devenir des exploitations agricoles périurbaines dans la commune de Lampa (Santiago du Chili) », Cahier d'agricultures, vol. 10, n°2, pp. 95-104
- PFLIEGER, G., 2007, "Inégalités sociales d'accès : quels impacts des politiques locales de transport ?", EspacesTemps.net, <http://espacestemp.net/document2263.html>
- POLANYI, K., 1983, [1944], La grande transformation, Gallimard, 467 p.
- ROMERO, H., FUENTES, C., SMITH, P., 2010, « Ecología política de los riesgos naturales y de la contaminación ambiental en Santiago de Chile: necesidad de justicia ambiental. La planificación territorial y el urbanismo desde el diálogo y la participación », *Actas del XI Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Buenos Aires, 2-7 de mayo de 2010
- SABATINI, F., 2007, « Gated Communities and the Poor in Santiago, Chile: Functional and Symbolic Integration in a Context of Aggressive Capitalist Colonization of Lower-Class Areas », *Housing Policy Debate*, vol 18, n°3, pp. 507-606
- TRIVELLI, P., 2010, "Urban Structures, Land Markets, and Social Housing in Santiago, Chile", rapport pour la BID, 116 p.